marins à propulsion nucléaire. Le ministre associé de la Défense nationale, M. Paul Dick, a répondu en ces termes :

... Il ne nous appartient pas de négocier avec les États-Unis ce transfert de technologie. C'est au gouvernement britannique de conclure avec les États-Unis un accord lui permettant de transférer la technologie à d'autres.

En plus, nous avons une autre possibilité totalement indépendante des États-Unis, c'est celle des sous-marins nucléaires fabriqués en France, et nous l'étudions toujours activement.¹²

Le député néo-démocrate Derek Blackburn a évoqué la question de la souveraineté, et son lien avec le rôle des sous-marins et leur acquisition.

Le ministre peut-il dire à la Chambre en vertu de quelle logique nous devons pratiquement supplier pour obtenir un transfert de technologie des États-Unis au Canada, par l'intermédiaire du Royaume-Uni afin d'affirmer notre souveraineté dans l'Arctique que les États-Unis ne veulent justement pas reconnaître ? (sic)¹³

La réponse de M. Dick a été la suivante :

...Je croyais que le critique néo-démocrate pour la Défense savait que nous devons, dans le cadre de nos engagements envers l'OTAN, surveiller les sous-marins des autres pays dans notre secteur. Nous pourrions difficilement le faire si nos sous-marins sont beaucoup plus lents que les autres.

Nous voulons avoir des sous-marins puissants pour tenir nos engagements envers l'OTAN et pour assurer notre sécurité et notre souveraineté.¹⁴

Le 23 novembre 1987, le député libéral George Baker a mis en doute le choix possible du sous-marin français, qui n'est pas renforcé contre les glaces et qui, à l'heure actuelle, n'est même pas en mesure d'utiliser les torpilles Mark 48 dont le Canada a choisi d'équiper ses sous-marins.

¹² Débats de la Chambre des communes, 19 novembre 1987, pp. 10965-10966.

¹³ Débats de la Chambre des communes, 19 novembre 1987, p. 10966.

¹⁴ Ibid.